

Des voix s'élèvent pour dénoncer l'aberration juridique que constitue la loi Helms-Burton

Image not found or type unknown



La Havane, 12 mars (RHC) La loi Helms-Burton codifie pour la première fois le blocus des États-Unis contre Cuba, cherche une restauration de la néo colonie et promeut l'ingérence dans les affaires intérieures, a souligné aujourd'hui le ministère cubain des Affaires étrangères.

En exclusivité avec Prensa Latina, Yusnier Romero, spécialiste de la direction générale des États-Unis au ministère des Affaires étrangères, a en outre souligné que cette législation constituait une violation évidente du droit international.

'Jusqu'à la signature de la loi (le 12 mars 1996), le blocus était un conglomérat important d'environ six normes juridiques qui donnaient au président du pays le pouvoir de les appliquer ou non'.

Romero a expliqué que la Helms-Burton élimine la possibilité unilatérale de lever le siège de l'île et prévoit que celui-ci restera en vigueur jusqu'à ce qu'il existe à Cuba ce que Washington appelle un gouvernement de transition certifié par eux-mêmes.

Dans un contexte électoral et face à la conjoncture qui a provoqué l'explosion de deux avions du groupe anti-cubain Frères à la Rescousse, qui violaient l'espace aérien cubain à plusieurs reprises, le Congrès a approuvé ce projet malgré son inconstitutionnalité.

En fait, 'le gouvernement nord-américain, au début, était opposé à cette loi car elle viole la constitution du pays parce qu'elle intervient dans les pouvoirs du président pour conduire la politique étrangère'.

De l'avis de l'expert, le chef de la Maison-Blanche de l'époque, Bill Clinton, l'a ratifiée pour gagner le soutien de la communauté cubaine qui résidait essentiellement en Floride, connue pour son importance en tant qu'État pendule.

'La loi cherche à renforcer les sanctions internationales contre Cuba à un moment où l'île s'ouvrirait beaucoup plus aux investissements étrangers', a-t-il dit.

En outre, elle vise à asphyxier économiquement le pays par l'application de quatre titres qui favorisent la traque financière, la poursuite extraterritoriale contre des tiers qui font des affaires dans l'île et, en outre, 'établit les conditions qui, selon eux, doivent exister pour que le peuple cubain soit vraiment libre'.

Selon Romero, le titre I, par exemple, impose au président l'obligation de rendre compte et de présenter un rapport au Congrès chaque année sur la façon dont il a géré les sanctions internationales contre le gouvernement cubain

En outre, 'ce document doit contenir une description de toute l'aide bilatérale apportée à Cuba par d'autres pays, ainsi que du commerce que l'île entretient avec d'autres nations, ce qui démontre la persécution millimétrique de la plus grande des Antilles à cet égard'.

Pour cette raison et d'autres encore, ajoute la personne interrogée, 'cette loi constitue un obstacle énorme et, à mon avis, il ne pourra y avoir de relation stable, institutionnalisée, durable, irréversible entre les deux peuples tant que cette législation existera'.

De son côté, l'ambassadeur de Cuba aux Nations Unies, Pedro Luis Pedroso, a dénoncé que la Loi Helms-Burton est illégale avec des objectifs contraires au Droit International et aux principes de la Charte de l'ONU

Sur son compte Twitter officiel, le représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies a rejeté ce mécanisme, qu'il a qualifié d'anticubain et de violation des règles du système commercial multilatéral.

Le diplomate a partagé une vidéo donnant des détails de cette loi, qui est appliquée depuis 1996 et vise à empêcher toute évolution positive dans les relations entre les États-Unis et Cuba.

C'est ce qu'expose le ministre cubain des Affaires Étrangères, Bruno Rodriguez, dans ce matériel audiovisuel et il a souligné, en outre, comment la loi Helms-Burton a usurpé des pouvoirs exécutifs au Gouvernement américain avec la prétention d'éviter tout progrès dans les relations avec l'île.

Pour sa part, la représentante permanente suppléante de Cuba auprès de l'ONU, Ana Silvia Rodriguez, a souligné que cette loi vise à internationaliser le blocus états-unien par des mesures coercitives contre des pays tiers afin de perturber les relations d'investissement et commerciales avec Cuba et de soumettre des États souverains à la volonté de Washington.-a-elle posté sur Twitter-

La loi Helms-Burton, signée le 12 mars 1996 par le président nord-américain de l'époque, William Clinton, a codifié le blocus contre Cuba et renforcé sa portée extraterritoriale.

Jusqu'à présent, a déclaré Rodriguez, il s'agit d'une attaque directe contre la souveraineté de mon pays et son système politique et économique, ainsi que d'une tentative de rétablir la domination des États-Unis sur l'île des Caraïbes et de l'intégrer à leur stratégie géopolitique.

Aujourd'hui, nous célébrons le 25e anniversaire de la signature de la loi américaine pour la liberté et la solidarité démocratique cubaines, ou Helms-Burton.

En mai 2019, l'administration de Donald Trump a activé le titre III de la loi Helms-Burton, qui permet d'intenter des procès devant des tribunaux américains contre des personnes ou des entités qui réalisent des transactions avec des propriétés américaines nationalisées par Cuba après janvier 1959.

L'extraterritorialité dans son application est précisément l'une des questions qui en font une violation de nombreux statuts du droit international relatifs aux relations politiques et économiques.

À Paris, la capitale française, le leader du mouvement La France Insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, a réaffirmé aujourd'hui son rejet du blocus états-unien contre Cuba et de sa composante extraterritoriale, lors d'une rencontre avec l'ambassadeur de l'île, Elio Rodriguez.

Le diplomate cubain a souligné sur les réseaux sociaux la position bien connue et permanente du parlementaire lui-même contre le siège économique, commercial et financier imposé il y a six décennies à la nation caribéenne et ses effets extraterritoriaux, qui entravent les relations de la plus grande des Antilles avec d'autres pays.

Rodriguez et Mélenchon ont discuté de la situation sanitaire de l'île et des progrès avec les cinq candidats vaccinaux créés par leurs scientifiques pour faire face à la Covid-19.

L'ambassadeur a également commenté au dirigeant politique les efforts déployés par le gouvernement cubain pour développer la coopération internationale dans la lutte contre la pandémie, notamment le travail du contingent médical Henry Reeve dans les nations et territoires de plusieurs continents.

Le candidat français à la présidence a fait une place à la réunion sur son compte Twitter.

Le membre de l'équipe internationale de LFI Christian Rodriguez a également participé à la rencontre.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/250502-des-voix-selevent-pour-denoncer-laberration-juridique-que-constitue-la-loi-helms-burton>



Radio Habana Cuba